Fondation Jean Jaurès

Démocratie

1988-2021 : TRENTE ANS DE MÉTAMORPHOSE DE L'ÉLECTORAT FRONTISTE

Jérôme Fourquet

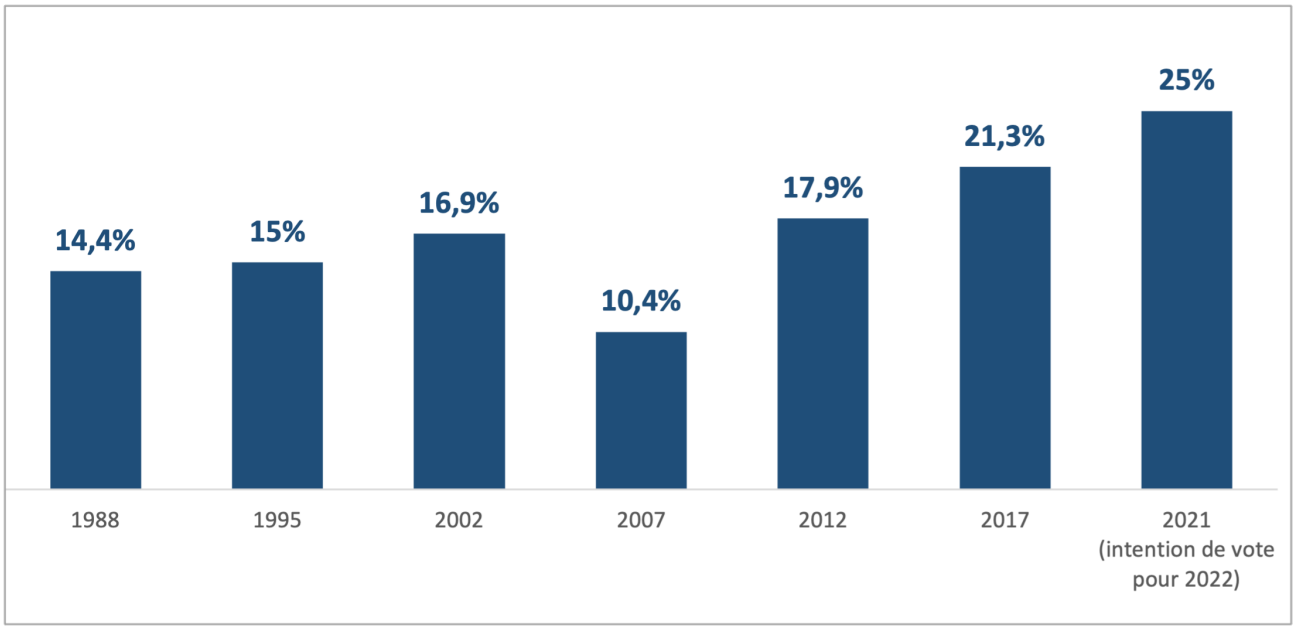
28/04/2021

À un an de la prochaine échéance présidentielle, tous les sondages actuellement réalisés placent Marine Le Pen en tête ou au coude-à-coude avec Emmanuel Macron au premier tour et la créditent de scores importants au second. Si l'on se place dans une perspective de longue durée, on constate une consolidation progressive de l'audience frontiste. Pour autant, derrière cette apparente stabilité, les structures socioculturelles de cet électorat ont connu des évolutions très marquées.

Marine Le Pen était déjà parvenue au second tour lors de la présidentielle de 2017 et son parti a viré en tête à l'occasion des élections européennes de 2019. Ces résultats élevés et ces performances répétées renseignent sur la solidité de cet électorat et sur l'ancrage profond de ce courant de pensée dans le paysage politique hexagonal.

Une brève rétrospective historique vient confirmer cette impression. Cela fait, en effet, maintenant plus de trente ans qu'un membre de la famille Le Pen obtient un score à deux chiffres lors d'une élection présidentielle. Hormis l'accident de 2007, où, sous l'effet de l'efficace concurrence de Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen avait réalisé une contre-performance, l'étiage du Front national (FN) au premier tour s'est toujours situé *a minima* à 15%, y compris en 2002, scrutin faisant pourtant suite à la scission mégrétiste de 1998-1999, qui, finalement, n'affecta pas significativement le capital électoral du FN.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN au premier tour de l'élection présidentielle



Si l'on se place dans une perspective de longue durée, on constate une consolidation progressive de l'audience frontiste. Sur le plan électoral, le passage de témoin entre le père et la fille en 2012 s'est manifestement effectué sans difficulté, Marine Le Pen réalisant même des scores plus élevés que son père. Alors que la société française a profondément évolué depuis la fin des années 1980, la persistance et la constance d'un vote Front national/Rassemblement national élevé interrogent. Ceux qui considéraient au milieu des années 1980 que le vote FN n'était qu'un feu de paille appelé à péricliter rapidement, comme le vote poujadiste en son temps, en ont été pour leurs frais. Plus de trois décennies plus tard, cette force politique est plus puissante qu'à l'époque et est parvenue à assurer sa pérennité malgré le renouvellement générationnel à l'œuvre dans la population. Pour autant, derrière cette apparente stabilité, les structures socioculturelles de cet électorat ont connu des évolutions très marquées.

Le parti des perdants de la nouvelle stratification éducative

Une des mutations les plus importantes est sans doute celle liée à l'audience de ce parti en fonction de la variable du niveau de diplôme. Quand, en 1988, Jean-Marie Le Pen obtient son premier résultat élevé lors d'une élection présidentielle, son score est déjà clivé selon le niveau de diplôme des électeurs. Les titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2 semblent les plus réfractaires, quand les moins diplômés s'avèrent les plus réceptifs. Mais, à l'époque, les écarts sont limités puisque le score oscille entre 9% et 16% entre ces deux catégories.

Comme le montre le tableau suivant, nous allons retrouver, scrutin après scrutin, cette même structuration du vote frontiste selon le niveau de diplôme, à ceci près que les écarts entre les publics les plus diplômés et les populations les moins diplômées vont se creuser très significativement. En effet, alors que le vote lepéniste va demeurer quasiment stable dans la catégorie bénéficiant du niveau éducatif le plus élevé, il va beaucoup progresser dans les tranches de la population les moins diplômées.

1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle en fonction du niveau de diplôme

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
Inférieur au bac	16%	19%	22%	34%	31%	33%
Bac	13%	12%	15%	23%	25%	34%
Bac+2	10%	13%	11%	16%	17%	17%
Supérieur à bac+2	9%	4%	7%	7%	8%	12%

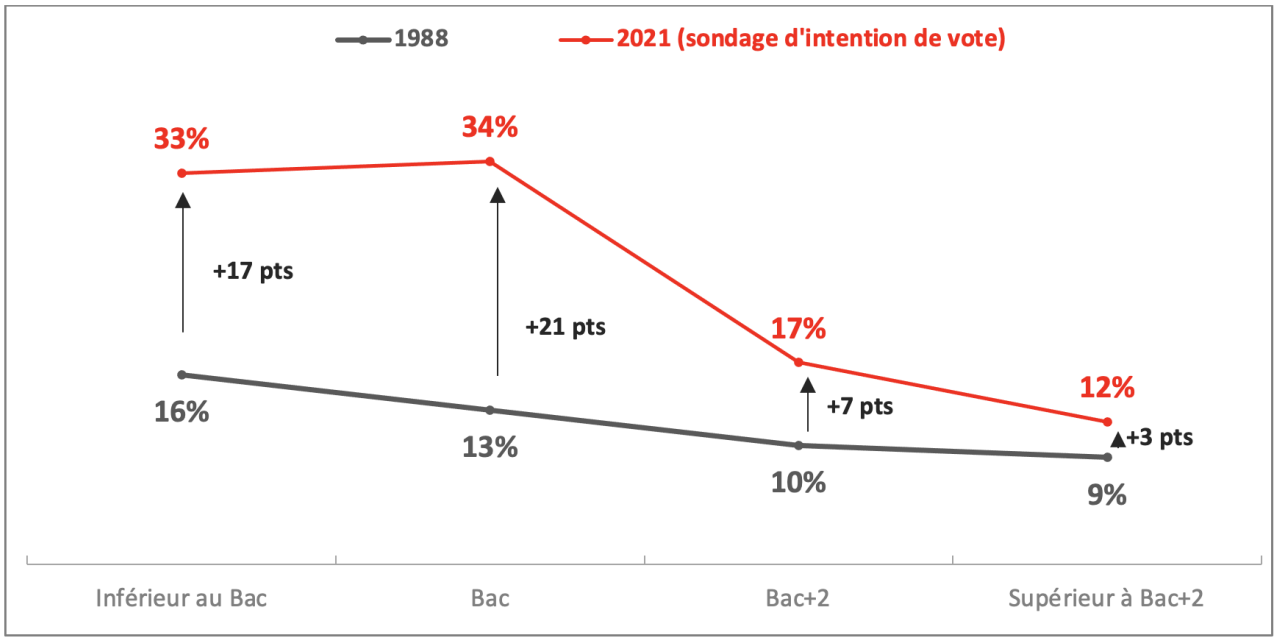
Dans plusieurs de ses livres, Emmanuel Todd insiste à juste titre sur un phénomène majeur qu'il appelle la « modification de la stratification éducative ». À partir des années 1970-1980 aux États-Unis et à partir des années 1980-1990 en France, la proportion de jeunes obtenant le bac puis poursuivant des études supérieures a considérablement augmenté. Mécaniquement, et avec un temps de retard, la répartition de l'ensemble de la population (et non pas seulement des jeunes) selon le niveau de diplôme s'en est trouvée profondément modifiée, la proportion de bacheliers et de diplômés du supérieur devenant majoritaire. Les répercussions culturelles et sociales de cette modification de la stratification éducative du pays sont immenses. Alors que le fait de ne pas disposer du bac était la norme (au sens statistique du terme) dans la France des années 1980, le non-bachelier est aujourd'hui minoritaire. De la même façon, avoir le bac dans les années 1980 constituait un marqueur socioculturel valorisé, alors que c'est aujourd'hui souvent le minimum requis. Sur le marché du travail, les non-bacheliers et les simples bacheliers avaient accès à de

nombreux emplois il y a une quarantaine d'années alors que l'univers des possibles s'est considérablement réduit aujourd'hui, ces populations étant cantonnées aux métiers les moins valorisés et les moins rémunérés.

Dans ce contexte, on devine que la modification de la stratification éducative allait également avoir une traduction politique. C'est précisément ce qui s'est passé avec le FN, dont la mutation de la structure de l'électorat porte les stigmates de cette révolution éducative s'étant déroulée au cours des dernières décennies. Tout se passe, en effet, comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé. À l'autre extrémité de la pyramide éducative, les plus diplômés continuaient de jouir de situations professionnelles correctes ou confortables, incarnaient le sens de l'histoire et leur vision du monde devenait hégémonique au sens gramscien du terme, quand celle des groupes les moins diplômés était marginalisée.

En plus d'une situation sociale plutôt favorisée, les rendant moins enclins à voter pour le FN/RN, les plus diplômés ont suivi plusieurs années d'études supérieures au cours desquelles ils ont souvent évolué dans un bain culturel et idéologique valorisant l'altérité, l'ouverture au monde et rejetant les postures d'autorité. Plus longtemps immergés dans ce bain culturel que les personnes n'ayant pas suivi d'études supérieures, les plus diplômés ont développé un habitus, pour reprendre un concept de Pierre Bourdieu, les rendant très imperméables au vote frontiste. De fait, comme le montre le graphique de synthèse suivant, en un peu plus de trente ans, le vote Le Pen n'a quasiment pas progressé auprès des personnes ayant un niveau supérieur à bac+2. La hausse a été modérée parmi les bac+2, alors que le vote frontiste explosait parmi bacheliers et non-bacheliers, catégories perdantes de la nouvelle stratification éducative.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN selon le niveau de diplôme des électeurs



Le RN, le nouveau parti « tribunitien »

En lien avec ce qui précède, et de manière assez logique, l'audience du parti lepéniste a également connu des évolutions très contrastées dans les différentes catégories socioprofessionnelles. En 1988, l'électorat de Jean-Marie Le Pen est interclassiste avec, comme le montre le tableau ci-dessous, un score quasiment identique dans tous les milieux professionnels.

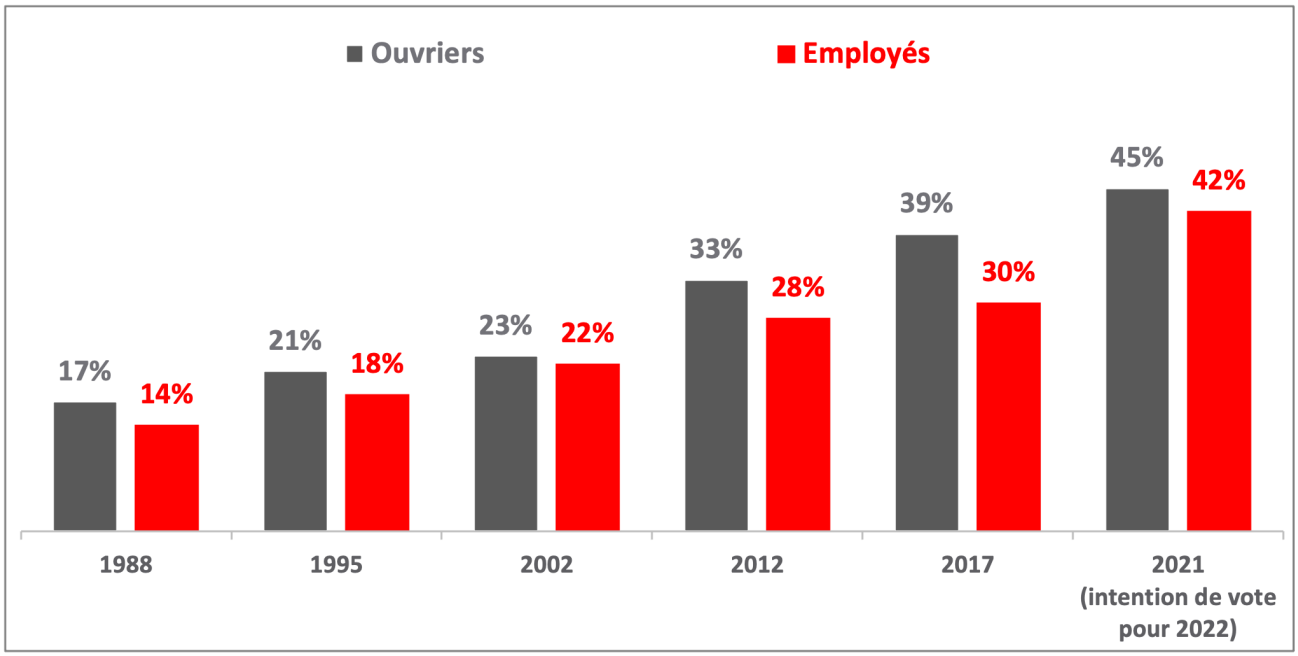
1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle en fonction de la catégorie socioprofessionnelle

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
Cadres et prof. intellectuelles	14%	4%	13%	13%	10%	14%
Professions intermédiaires	15%	14%	11%	19%	17%	20%

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
Employés	14%	18%	22%	28%	30%	42%
Ouvriers	17%	21%	23%	33%	39%	45%

À l'époque, les milieux populaires ne semblent pas plus perméables que les classes moyennes ou que les cadres à la rhétorique frontiste. Cette situation va progressivement changer au fil des scrutins. Les catégories favorisées et les classes moyennes vont camper sur leurs positions initiales et le vote FN/RN ne va quasiment pas se développer dans ces milieux. En revanche, ce parti va rencontrer un succès croissant auprès des ouvriers et des employés. Lors de l'élection présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen recueillera ainsi plus de 20% des voix dans les milieux populaires. Mais c'est sous le « règne » de sa fille, tenante d'une ligne sociale affirmée, que l'audience frontiste va le plus prospérer auprès des ouvriers et des employés. Si son père avait viré en tête dans l'électorat populaire en 2002, il n'obtenait à l'époque que moins d'un quart de ces voix. La fille rassemble aujourd'hui plus de 40% des suffrages exprimés dans ces catégories, ce qui est considérable. Alors même que les milieux populaires actuels sont très divers avec des différences en termes de métiers (entre ouvriers et employés, entre secteurs d'activité), d'appartenance ethnoculturelle ou de statut (CDI ou CDD, privé ou public), le fait que plus de quatre personnes sur dix appartenant à ces milieux aient l'intention de voter pour Marine Le Pen au premier tour de 2022 témoigne de la très forte emprise idéologique du RN dans ces catégories.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN au premier tour de l'élection présidentielle dans les milieux populaires



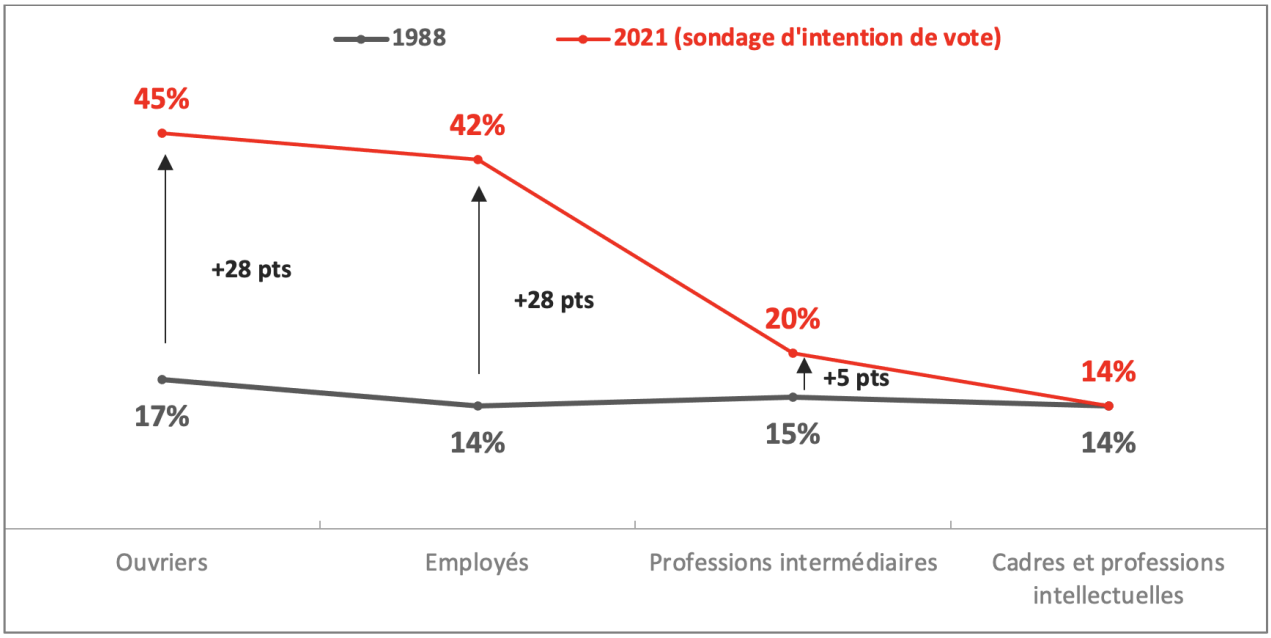
Durant les Trente Glorieuses et jusqu'à la fin des années 1970, le Parti communiste français (PCF) incarnait la classe ouvrière et s'appuyait sur un puissant vote de classe. Dans la France postindustrielle qui a émergé à partir du mitan des années 1980, les catégories populaires n'ont pas disparu, mais elles se sont métamorphosées, avec notamment le développement d'un prolétariat des services, de la logistique et de la sous-traitance. S'enracinant dans cette réalité sociologique transformée, un nouveau vote de classe s'est progressivement structuré : le vote RN.

Dans un célèbre article paru en 1969, le grand politiste Georges Lavau avait forgé la notion de « fonction tribunitienne » qu'il appliquait au Parti communiste de l'époque. Utilisant la comparaison avec l'Antiquité romaine, Georges Lavau définissait cette fonction tribunitienne comme la capacité à « organiser et à défendre des catégories sociales plébéiennes et à leur donner un sentiment de force et de confiance ». Pour le politiste, le PCF jouait ainsi le rôle du tribun de la plèbe de la République romaine. Cinquante ans après la parution de l'article de Georges Lavau, sa définition des « catégories sociales plébéiennes », qu'il décrivait comme des catégories sociales « exclues ou se sentant exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel », peut être reprise au mot près pour définir ce nouveau prolétariat qui s'est trouvé un nouveau tribun : le Rassemblement national.

Parallèlement à cette situation de sujétion économique, les catégories populaires contemporaines sont également davantage exposées à la délinquance et plus souvent en contact avec les populations issues de l'immigration, facteurs favorisant le vote RN. Au total, de la fin des années

1980 (période à laquelle le vote FN est apparu) à nos jours, le poids des insécurités physique, culturelle et économique a considérablement augmenté dans les milieux populaires, quand la prégnance de ces insécurités était beaucoup moins ressentie dans les classes moyennes et parmi les cadres. Le graphique de synthèse suivant présente les effets au long cours de cette inégale exposition aux différentes formes d'insécurité. En trente ans, le vote RN est devenu hégémonique dans les milieux populaires, alors qu'il restait contenu dans les classes moyennes et n'avait pas progressé d'un iota auprès des cadres et des professions intellectuelles.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN par catégorie socioprofessionnelle



Un survote qui s'affirme dans les tranches d'âge intermédiaires

L'analyse par sondage permet également de faire le point sur l'audience du FN/RN par tranches d'âge. Et, sur ce plan aussi, des évolutions significatives se font jour. En 1988, le vote Le Pen est non seulement interclassiste, mais il est aussi très homogène en termes générationnels. Sept ans plus tard, l'audience du FN reste relativement uniforme, même si l'on constate un tassement auprès des seniors. En 2002, la structure par âge du vote frontiste va prendre, pour la première fois, une forme de cloche, avec un vote plus élevé dans les tranches d'âge intermédiaires et une audience plus faible chez les plus jeunes et les seniors. Cette structuration va apparaître comme

étant de plus en plus marquée à partir de l'élection présidentielle de 2012, premier scrutin auquel participera Marine Le Pen.

1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle par tranches d'âge

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
18-24 ans	14%	18%	13%	15%	21%	19%
25-34 ans	15%	20%	17%	22%	25%	35%
35-49 ans	15%	16%	18%	25%	26%	29%
50-64 ans	14%	14%	20%	19%	22%	33%
65 ans et plus	16%	10%	15%	9%	14%	12%

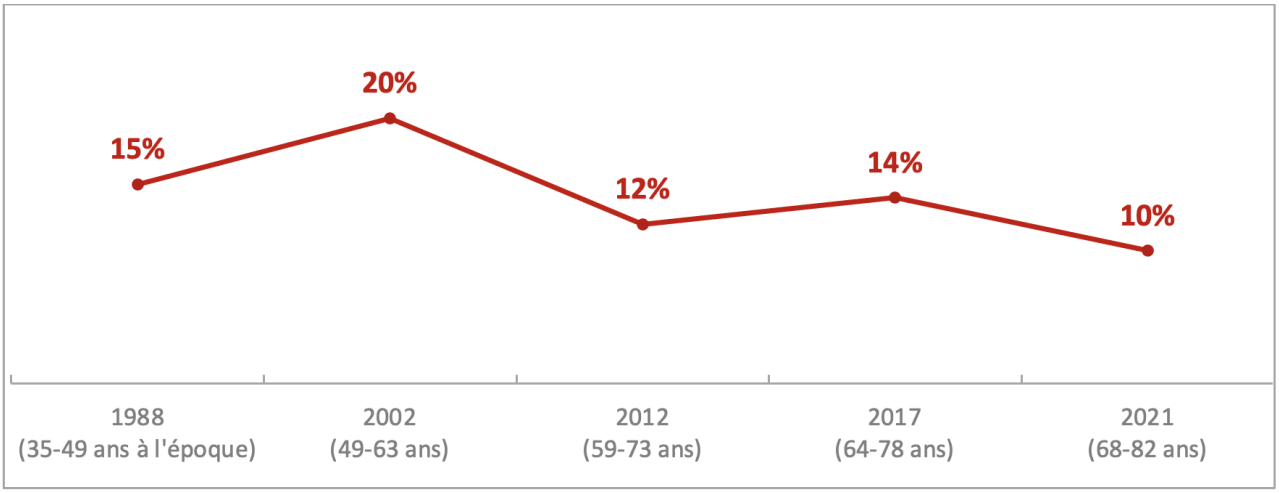
D'après les résultats de notre sondage d'intentions de vote pour 2022, l'écart entre les tranches d'âge intermédiaires et les deux extrémités de la pyramide des âges s'est encore accru. Les données de l'enquête réalisée par l'Ifop lors des élections européennes de 2019 confirment cette configuration en forme de cloche.

Pour expliquer la plus forte prévalence de ce vote parmi les 25-64 ans, on rappellera que ces tranches d'âge se caractérisent, d'une part, par le fait qu'elles sont composées d'actifs. Cet aspect est déterminant dans la mesure où l'on constate une intensité du vote RN beaucoup plus forte auprès des actifs (30% dans le sondage d'intentions de vote récemment réalisé) que parmi les retraités (seulement 13%) ou que chez les 18-24 ans (19%), dont une bonne partie sont étudiants. Hormis le fait d'être en activité, les membres de ces tranches d'âge intermédiaires ont, pour une proportion significative d'entre eux, des enfants à charge, ce qui n'est pas le cas des 18-24 ans ou des soixante-cinq ans et plus. Pèsent ainsi sur les épaules de ces classes actives à la fois des contraintes professionnelles, mais aussi la responsabilité parentale, sans oublier des charges financières (remboursement de crédit immobilier ou loyers), qui grèvent moins le budget des plus

jeunes (souvent logés par leurs parents ou aidés financièrement) et des plus âgés (qui sont nombreux à être propriétaires et à avoir remboursé leur crédit). Dans ces tranches d'âge intermédiaires, le sentiment de contribuer, par son travail comme par les impôts et les charges payés, au fonctionnement de la collectivité sans parfois en tirer beaucoup de bénéfices est plus répandu que parmi les jeunes et les retraités, qui bénéficient bien davantage des mécanismes de redistribution. Ceci explique sans doute en partie pourquoi le discours anti-assistanat trouve un écho plus important dans ces tranches d'âge intermédiaires.

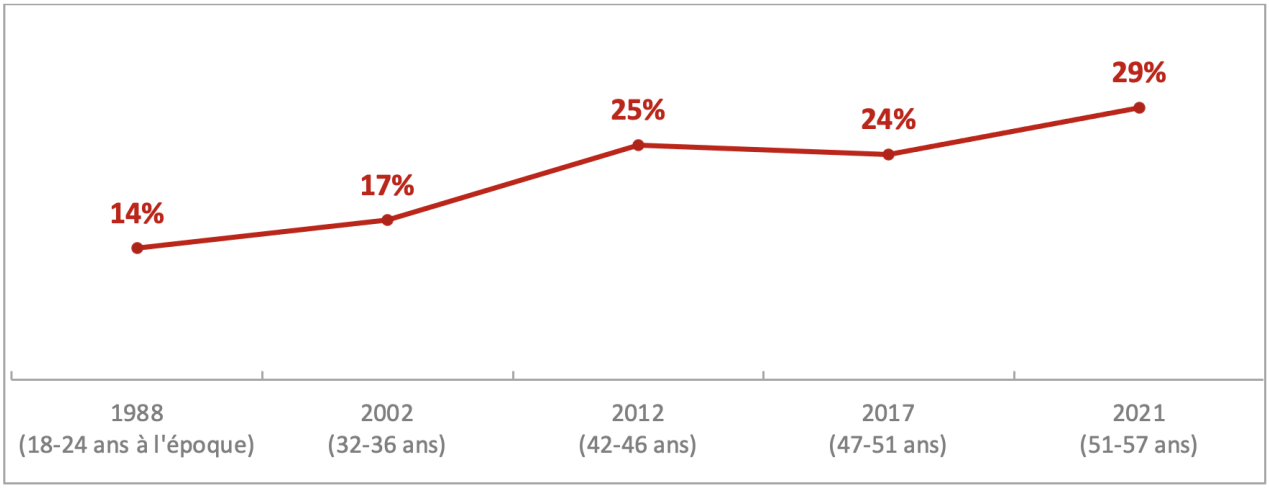
La propension à voter pour le RN évoluerait ainsi en fonction du cycle de vie. Pour étayer cette hypothèse, nous avons reconstitué, grâce aux données historiques dont nous disposons, le parcours électoral de certaines générations et mesuré quelle avait été l'intensité de leur vote pour le FN/RN aux différents stades de leur vie. Le premier graphique illustre la trajectoire de la cohorte d'électeurs nés entre 1939 et 1953 et qui avaient donc entre trente-cinq et quarante-neuf ans lors de l'élection présidentielle de 1988. Le climax du vote FN a été atteint pour eux lors de l'élection présidentielle de 2002. Ils votèrent à hauteur de 20% pour Jean-Marie Le Pen. Le vote en faveur du FN dans cette génération décline progressivement lors des élections présidentielles suivantes, au fur à et mesure que cette cohorte va vieillir et ne compte plus que des retraités de plus en plus âgés.

L'évolution du score du FN/RN à différentes élections présidentielles parmi les personnes nées entre 1939 et 1953



Si l'on s'intéresse au parcours électoral de la génération née entre 1964 et 1970, on observe également des chiffres qui confortent cette analyse d'un vote FN/RN variant en fonction du degré d'avancement dans le cycle de vie. Cette cohorte d'électeurs, qui avaient entre dix-huit et vingt-quatre ans lors de la présidentielle de 1988, vota seulement à 14% pour Jean-Marie Le Pen à l'époque. Le vote FN allait ensuite progressivement augmenter dans cette cohorte : 17% en 2002 puis 25% en 2012, quand cette génération aura atteint un âge compris entre quarante-deux et quarante-six ans. Se situant dans nos tranches d'âge intermédiaires, cette cohorte affichera également des taux de vote FN/RN très élevés en 2017 et en 2021.

L'évolution du score du FN/RN à différentes élections présidentielles parmi les personnes nées entre 1964 et 1970



Il faudra sans doute attendre les scrutins présidentiels de 2027 et 2032 pour que cette génération, en atteignant l'âge de la retraite, se détourne progressivement du vote RN.

Conclusion

On notera, pour finir, une dernière évolution notable dans la structure du vote frontiste. De 1988 à 2002, soit la période durant laquelle Jean-Marie Le Pen concourrait, le vote FN était significativement plus élevé dans l'électorat masculin (avec une moyenne de 19% sur ces trois scrutins) que dans l'électorat féminin (12% en moyenne sur ces trois élections). Ce différentiel de l'ordre de 7 points dans la gent féminine, qui représente tout de même, on le rappelle, la moitié des

votants, constituait un handicap sérieux. Ce verrou a progressivement sauté à partir du moment où Marine Le Pen a remplacé son père. Le fait que le parti aligne une candidate et non plus un candidat, que Marine Le Pen rompe avec l'image machiste cultivée par son père et change le positionnement du FN sur des thèmes comme l'IVG a contribué à lever des freins qui pouvaient exister dans une partie de l'électorat féminin. Lors de l'élection présidentielle de 2012, l'écart de score n'était plus que de 3 points entre les hommes et femmes. Le *gender gap*, pour parler comme les politistes, était quasiment résorbé à l'élection présidentielle de 2017 (22% chez les hommes et 21% auprès des femmes). Et d'après différents sondages d'intentions vote pour 2022, la stratégie de banalisation adoptée par la candidate semble entretenir le processus de rééquilibrage dans l'électorat féminin.

L'effacement de ce handicap structurel, qui pesait dans une composante constituant la moitié du corps électoral, a nourri quasiment à lui seul la dynamique qui a permis à Marine Le Pen d'améliorer les performances de son père dans l'ensemble de l'électorat. Pour amplifier cette progression, la candidate frontiste, qui atteint déjà, comme on l'a vu, des scores très élevés parmi les moins diplômés, les catégories populaires et les tranches d'âge intermédiaires, devra désormais faire sauter d'autres verrous auprès des diplômés du supérieur, des classes moyennes et supérieures et des retraités, catégories offrant les plus importantes marges de progression.